

Les enjeux de la réforme du bac



C'est officiel, notre ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a dévoilé ce 14 février 2018 en Conseil des ministres, ce que sera le baccalauréat en 2021. La flexibilité en entreprise, ça ne suffisait pas, voilà maintenant qu'on flexibilise l'école. Alors que la population française augmente, la solution de notre gouvernement n'est pas d'augmenter les effectifs dans l'enseignement. Non, bien sûr que non, ce serait bien trop complexe, et surtout... pas particulièrement rentable. « Simplifions ! », tel est le mot d'ordre de ce gouvernement alors que la société se complexifie de jour en jour ! Oui, simplifions ce bric-à-brac que sont les filières, et faisons plutôt des spécialités ! Voici venue la fin des séries S, ES et L, laissons la place à la diversité dans l'unité. Il y aura six disciplines communes : français, histoire géographie, LV1, LV2, EPS, et aussi une nouvelle matière : « humanités scientifiques et numériques ». Notre ministre de l'éducation n'est pas très clair sur son contenu, mais il s'agirait d'un espèce de fourre-tout contenant de l'histoire géographie, de la science, et de la philosophie ; enfin, tout ce qui ne sert à rien à ses yeux. Les élèves

pourront ensuite choisir, en année de première, trois spécialités parmi : arts ; écologie, agronomie et territoires (eh non, ce n'est pas une plaisanterie) ; histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques ; humanités, littérature et philosophie ; langues et littératures étrangères ; mathématiques ; mathématiques et sciences informatiques ; SVT ; sciences de l'ingénieur ; SES ; et physique-chimie.

LE SENS DE CETTE RÉORGANISATION

Le gouvernement propose un enseignement à la carte en réponse à la soi-disant inefficacité du système scolaire français. Mais si inefficacité il y a d'où vient-elle ? De la « rigidité » de l'enseignement ou bien du manque de moyens, parfois cruel, dans les lycées ? Cette réforme ne va faire qu'aggraver les inégalités scolaires et sociales, parmi toutes les spécialités qu'il faudra choisir en terminale (désormais classe de « maturité ») il est clair que tous les lycées n'auront pas les moyens d'offrir le panel entier à leurs élèves, il est clair que les élèves des lycées de banlieue seront les premiers à souffrir de cette réforme d'autant plus avec la

mise en place de Parcoursup : il fera bien mieux dans son dossier d'avoir été scolarisé dans un lycée de centre-ville mieux réputé. En laissant plus de champ aux établissements dans l'organisation des cours, le bac n'aura pas la même valeur selon ceux-ci.

QUEL EST LE SENS SOCIAL DE L'OPÉRATION ?

Cependant, s'opposer à cette réforme ne revient pas à affirmer qu'il faut garder le système scolaire actuel en y ajoutant plus de moyens. Il faut s'interroger sur le rôle de l'école. La massification scolaire qui a eu lieu au cours du vingtième siècle, qui il est vrai a ouvert en partie des possibilités de mobilité sociale, est-elle le gage que l'école assure à la classe ouvrière les moyens de son émancipation ? Cette massification scolaire a lieu à un moment où il y avait un fort besoin de cadres et techniciens bien formés pour développer et manipuler les nouvelles technologies et des machines de plus en plus sophistiquées, elle répond à ce besoin : ce n'est pas la formation qui crée un emploi, mais les besoins du patronat qui imposent à l'État de financer la formation nécessaire. Aujourd'hui

ILS BOSSENT ICI, ILS VIVENT ICI, ILS RESTENT ICI !



**NON
AU PLAN DE LUTTE
CONTRE LE TRAVAIL
ILLÉGAL,**

**OUI
À LA RÉGULARISATION !**

Lorsque le plan de lutte contre le travail illégal a été annoncé, une centaine de travailleurs sans-papiers d'île de France se sont mis en grève la semaine dernière. Ce plan vise à durcir les conditions de vie et de travail des sans-papiers. D'ailleurs, ils sont souvent embauchés avec une autre identité que la leur, seul moyen pour eux d'obtenir un travail. Dorénavant, ils peuvent être condamnés à 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende. Afin de protester, des travailleurs sans-papiers se sont mis en grève pour défendre leurs droits et se faire entendre par le gouvernement. En outre, personne n'est illégal ! Cette énième mesure criminalise une fois de plus les travailleurs sans-papiers, qui pourtant font fonctionner la société. Ils sont exploités par le patronat qui réalise d'importants profits sur leurs dos et profite de l'illégalité de leur situation. De plus, ils sont souvent intérimaires. Ils travaillent dans la fabrication des plats cuisinés, dans la collecte des ordures ménagères, dans la distribution express des colis, dans le transport, dans le BTP... Leur mot d'ordre est la régularisation !

QUAND LA LUTTE PAYE...

Cette situation n'est pas sans rappeler celle de la fin de la dernière décennie. En effet, les grandes grèves des travailleurs sans-papiers de 2008 et de 2009 avaient mobilisé plusieurs milliers d'entre eux ! Ainsi, à cette époque, le gouvernement de Sarkozy avait plié face à l'organisation de ces travailleurs illégaux. Il avait fini par reconnaître dans les textes et autres circulaires que des dizaines de milliers de travailleurs sans-papiers travaillaient en France, et ce pour le plus grand profit des patrons qui les embauchent. Ces grèves ont permis d'arracher la régularisation administrative d'un très grand nombre d'entre eux, comme de milliers d'autres, et la poursuite des contrats de travail.

Aujourd'hui, ils sont encore une fois attaqués, ils devront se défendre. Aujourd'hui, les patrons exigent très souvent que les travailleurs sans-papiers passent par des boîtes d'intérim pour pouvoir les embaucher sans prendre de risques. Aussi, le gouvernement veut revenir sur les acquis comme celui de la reconnaissance des bulletins de paye de ces travailleurs, malgré le fait qu'ils ne soient pas à leur nom, comme document servant à la régularisation. Ce plan immonde se conjugue également à la loi sur l'asile et l'immigration que le gouvernement projette d'adopter. La chasse aux migrants et aux sans-papiers est ouverte. Face à elle, notre force est notre nombre ainsi que notre organisation. Combien de temps allons-nous les laisser faire ?

ce besoin a diminué et bon nombre de jeunes sortent de l'université ou obtiennent un BTS pour finir livreur des pizzas, ou à la caisse d'un supermarché. Quel est le sens d'une telle surqualification pour les emplois précaires? C'est l'occasion de faire des économies : pourquoi garder ces jeunes à l'école alors qu'ils pourraient bosser?

UNE ÉCOLE QUI N'EST PAS NEUTRE

Une école qui répond aux besoins de main-d'œuvre du patronat met sérieusement en doute l'hypothèse qu'elle assurerait les moyens de l'émancipation des classes populaires. De plus l'idée que l'école permet l'égalité des chances est-elle si solide quand on voit que les obs-

tacles qui s'opposent aux enfants des quartiers populaires sont nombreux : la culture, le langage, le comportement exigés à l'école sont ceux des classes dominantes. Alors que les enfants de cadres sont dans leur monde au lycée, les enfants des quartiers populaires sont dépaysés, et ont besoin d'une acculturation sociale. À cela s'ajoutent les difficultés des parents pour aider leurs enfants dans leur scolarité : ils n'ont pas les connaissances nécessaires, ils n'ont pas d'argent pour payer des cours particuliers et beaucoup ont des horaires décalés imposés par leur patron, travaillant tôt le matin, tard le soir, de nuit, le week-end, etc. Il faut donc relativiser la « démocratisation » : 38 % des élèves de sixième sont enfants d'ouvrier

en 1995, mais sept ans après, ils ne sont que 19 % parmi les bacheliers généraux.

Le tri n'a jamais réellement cessé d'exister, il a été retardé. Il ne se fait plus en sixième, mais commence au lycée, avec la multiplication des filières, et se poursuit dans le supérieur. Mais même si les écoles avaient plus de moyens et pouvaient encadrer mieux les élèves en difficulté, il resterait le problème que les élèves doivent se répartir entre différentes filières différemment valorisées. Les élèves sont en concurrence pour les places dans les meilleures filières et ceux qui sont outillés pour les obtenir sont ceux des milieux favorisés. Les écoles du supérieur les plus convoitées sont celles qui comptent le moins d'enfants d'ouvrier. La bourgeoisie se donne les moyens

de faire réussir ses propres enfants, quitte à payer des cours supplémentaires ou des écoles privées mieux dotées.

EUX ET NOUS

La réforme Blanquer n'a qu'un objectif : réduire le budget consacré à l'école pour le mettre directement dans la poche du patronat. Pour cela, il faut trier plus vite. Des élèves des classes populaires qui se réorientent, ne savent pas ce qu'ils veulent faire de leur vie, voire osent rêver de réussir dans une filière d'élite, c'est un coût que la bourgeoisie ne veut plus payer. Le patronat a désormais largement son quota d'ingénieurs et de techniciens et cherche donc à mettre un frein au développement de l'école.

QUELLE ÉCOLE VOULONS-NOUS?

Une école qui donnerait réellement aux êtres humains la possibilité de s'émanciper. Dès lors de nombreuses questions se posent à nous. Est-ce que l'éducation est l'affaire de toute une vie ou seulement de la jeunesse? La barrière entre travail intellectuel et manuel est-elle légitime? L'éducation doit-elle être une institution dirigée par l'État? Ne devrait-on pas mettre en avant l'altruisme en tant que valeur plutôt que la compétition? Tout est à construire et il nous faudra être imaginatif, d'abord dans la lutte face à cette réforme puis pour aller plus loin et proposer une éducation qui nous permettent de nous émanciper.

CRISE DU LOGEMENT POUR QUI?



Le capitalisme présente un certain nombre de contradictions, cela n'est pas une nouveauté. Mais concernant le logement en France, les chiffres touchent la limite de l'absurde : selon une étude récente divulguée par l'Association Abbé Pierre, 15 millions de personnes sont touchées par le mal-logement. Parmi eux et elles, 3,6 millions de personnes non logées ou mal-logées, 1,8 million de demandeurs de logement social, et le restant vivent dans des logements ne correspondant pas aux normes de sécurité et d'isolation, ou sont en procédure d'expulsion. Ces femmes, hommes et enfants ont un facteur commun : leur classe sociale. Tandis qu'il y a 2,6 millions de logements vacants

partout en France selon l'Insee, ce qui correspond à une hausse de 73 % au long de la dernière décennie, le nombre de personnes non logées ou mal-logées ne cesse d'augmenter. La plupart de ces domiciles vides appartiennent à des propriétaires qui les louent à des touristes en période estivale.

Des solutions, il y en a : la ville de Grenoble a mis une bonne partie de ses habitations vacantes à la disposition des personnes sans domicile fixe; à Paris, la mairie a mis en place un système de logement d'urgence au sein de ses bureaux vides la semaine dernière. La loi qui prévoit la réquisition de ces bureaux et habitats vacants dans l'ensemble du territoire français est

donc mal appliquée, et cela quand elle l'est de fait. Ce qui peut s'expliquer par la formulation très floue de ladite loi, ainsi que par les intérêts d'une bourgeoisie dont les valeurs sont complètement inversées : le profit vaut plus que la dignité humaine à leurs yeux.

Le mal-logement est à la fois source et indicateur des inégalités sociales. Une société où un petit groupe social est riche au point d'avoir plus d'un logement (le deuxième étant utilisé pour accumuler encore plus de richesses), et un autre, beaucoup plus nombreux, ne peut pas accéder à des conditions de vie dignes, est loin d'être juste.

PHANTOM THREAD

Reynolds Woodcock, couturier de renom dans le Londres d'après guerre et assisté de sa chère sœur Cyril, pare de formes et de couleurs somptueuses les femmes venant faire appel à son génie. Si les muses se succèdent dans sa vie comme les tasses de thé, revigorantes mais éphémères, une d'entre elles saura, par sa maladresse et l'indocile de son regard, briser les sentiers confortables de sa routine. Et Alma, son sourire et l'enfance de ses gestes seront pour lui le modèle indomptable dont le tissu de ses robes jamais ne se lassera; vitale et insaisissable comme l'eau qui file entre les doigts.

Phantom Thread est avant tout une œuvre sensorielle et pure, qu'une pièce musicale composée par Jonny Greenwood enrobe tout du long pour accompagner les défilés austères, les accès de folie du créateur et les élans de vie de la jeune Alma. Ses notes fusionnent avec la danse des images que Paul Thomas Anderson met à nouveau en œuvre avec une précision chirurgicale, une aisance désarmante et une composition toujours plus juste. Il a l'exigence des cinéastes qui réclament de leurs pièces qu'elles génèrent le nectar absolu, la quintessence de la perfection, chargeant ainsi chacune des scènes d'une puissance infinie. Il ne s'agit pas d'un film sur la haute couture ni d'une œuvre



sur l'amour ou sur la création mais un joyau qui contient tout cela à la fois, irréductible, parvenant à aborder l'ensemble des contraires et des paradoxes qui composent une vie, saisissant le cœur même de son mouvement.

Et Alma et Reynolds s'étranglent d'affection et dérangent, car ils rappellent comme la ligne de la tendresse et de la violence est ténue, celle de l'amour nécessaire et de la dépendance empoisonnée est poreuse. Voyage dans les tourmentes du psychisme humain, Phantom Thread étonne par sa capacité à dévoiler avec finesse le visage que le spectateur tente vainement de dissimuler. L'homme âgé, le dos baigné dans l'ombre, est suivi par la caméra coulissée tandis que la femme au sourire danse et noie son corps dans la foule. Je t'ai préparé la mort, et toi, tu l'as mangé. Nous nous sommes souri.